

**Éradiquer la pauvreté en Europe et dans les PVD.
La nécessité d'un « plan Marshall » européen.**

(Proposition retenue au "Congrès Européen Citoyen" - Liège 22 et 23 septembre 2001 -)
Document en support

Dans « Le Monde Diplomatique » de juin 1997, Ignacio Ramonet écrivait (extraits) :

« IL y a cinquante ans, le 5 juin 1947, dans un discours à l'université Harvard, le général George Marshall, secrétaire d'Etat américain et principal conseiller du président Harry Truman (démocrate), définissait les bases de son célèbre « European Recovery Program » (« Programme pour la reconstruction de l'Europe »), que l'histoire devait retenir sous le nom de « plan Marshall ».

.../...

Quelles qu'aient été les arrière-pensées politiques de Washington, il apparaît évident, avec le recul, que l'aide Marshall fut un acte de très grande solidarité. Il constitue, indéniablement, un modèle de coopération internationale audacieuse, par son ampleur comme par sa méthode. Il permit l'expansion du commerce intra-européen, poussa à l'intégration économique et constitua le premier embryon de ce qui allait devenir la Communauté européenne. Pendant quatre ans, de 1948 à 1951, les Etats-Unis fournirent, pour l'essentiel sous forme de dons, quelque 14 milliards de dollars d'aide (soit environ 170 milliards de dollars d'aujourd'hui) . Cela permit, en France, en Italie, en Belgique, au Royaume-Uni, en Allemagne et dans douze autres pays, la reconstruction des grands secteurs stratégiques de l'après-guerre : énergie, sidérurgie, travaux publics et transports. Cela plaça l'Europe sur les rails des trente années de plus forte croissance de son histoire, les « trente glorieuses ».

Le plan Marshall était un projet profondément marqué par les thèses interventionnistes de l'économiste britannique John Maynard Keynes et par sa *General Theory of Employment, Interest and Money*, selon laquelle les gouvernements ne doivent pas seulement miser sur le marché, mais tout mettre en oeuvre pour assurer le plein-emploi grâce à une meilleure redistribution des revenus.../...

En célébrant, le 28 mai dernier à La Haye, le 50e anniversaire du plan, le président Clinton n'a pas manqué de replacer l'aide Marshall au coeur des débats actuels sur le rôle de l'Etat dans l'économie.

Comme l'avait déjà fait M. Jacques Delors en affirmant : « Le plan Marshall exprimait l'idée qu'un rattrapage économique fondé sur les seules forces du marché devait s'accompagner d'un dispositif volontariste d'aide et d'assistance, de nature à surmonter les principaux obstacles structurels. »

Comment ne pas être frappé par l'actualité de cette problématique et par l'aveuglement des responsables politiques jurant seulement par les forces du marché et oubliant que les pays d'Asie du Sud- Est dont ils vantent la réussite - Corée du Sud et Taïwan, par exemple - ont reçu pendant des années des aides massives équivalant à un véritable plan Marshall et ayant permis leur décollage ?

La détresse de beaucoup de régions du monde redonne une modernité à la planification économique et rappelle la nécessité de stratégies de développement conduites par l'Etat. Il faudrait lancer des dizaines de plans Marshall. A commencer par la France, où le nouveau gouvernement serait bien inspiré de mettre sur pied, d'urgence, un indispensable plan Marshall pour reconstruire les banlieues, comme M. Jacques Chirac l'avait promis. Sans parler de l'Union européenne elle-même, qui, au lieu de tout attendre du marché, devrait lancer son propre New Deal pour faire disparaître ses 18,5 millions de chômeurs et ses 50 millions de pauvres.

Les pays de l'OCDE devraient accorder une aide massive à trois autres chantiers de reconstruction : en premier lieu au Maghreb et à ses 80 millions d'habitants aux prises avec l'islamisme, la pauvreté et la violence ; ensuite à la Russie et aux Etats de l'ex-URSS guettés par les guerres et le chaos ; enfin à l'Afrique pauvre, où vivent un demi-milliard de personnes disposant au total d'un revenu égal à celui des 7 millions de Suisses...

Dans un monde gagné par l'égoïsme, retrouver l'esprit du plan Marshall n'est-ce pas, pour l'Etat, se souvenir que la démocratie ne pousse pas dans un désert de pauvreté ? »

Fin 2001, cet article reste d'actualité...

Le système Marshall a permis aussi bien pour les Etats Unis qui ont financé, que pour les pays européens dévastés par la guerre, de reconstruire très rapidement leur économie. Pourquoi ne répliquerions-nous pas un système qui a fait la preuve de son efficacité ?

Probablement cinquante millions de pauvres en Europe, des centaines de millions en Afrique prouvent, faut-il le rappeler, que les besoins existent. Or ce n'est pas une sous-capacité de production qui est la cause de la pauvreté, mais bien le manque de monnaie distribuable permettant le plein emploi et des salaires corrects. Il est important de se souvenir que ce sont les revenus qui créent l'activité commerciale, qui elle-même crée l'emploi et donc de nouveaux revenus qui sont réinjectés dans le circuit économique dans un cycle permanent. On peut résumer ceci par : **"Les dépenses des uns font les revenus des autres qui créent une demande et donc créent de l'emploi"**, et par **" Sauf importations de biens ou exportation de devises, l'argent investi par un Etat lui revient en totalité"**

L'ultra libéralisme, actuellement triomphant, a laissé au système bancaire privé le droit de création monétaire dans une proportion majeure. Mais il s'agit de monnaie temporaire (monnaie de crédit), monnaie « vendue » avec intérêts par les banques. Le changement de paradigme nécessaire pour ramener la reprise totale par les États de ce droit régalien de création monétaire est sans doute trop difficile à faire admettre pour le moment. Mais il existe peut-être une solution intermédiaire qui pourrait être mise en œuvre au niveau européen, sans révolution majeure.

Le Plan Marshall reposait en grande partie sur la mobilisation du crédit à partir des revenus fiscaux des américains. Ceux-ci sont aujourd'hui, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, ridiculement insuffisants par rapport aux investissements nécessaires pour assurer une reprise globale, car les possibilités d'augmenter l'assiette fiscale est devenue beaucoup trop étroite et ne serait pas supportée par les populations.

Si l'on ne peut trouver l'argent nécessaire par l'impôt, comment faire ?

Nous remarquons et rappelons d'abord :

- que les crédits consentis à l'étranger peuvent l'être par création monétaire. Ils ne sauraient donc manquer au prêteur. Au contraire, les crédits accordés vont amener de l'activité.
- La monnaie est créée par un jeu d'écriture et elle ne coûte rien à produire

La réponse nous semble donc être dans la création d'une institution qui émette du crédit en anticipation des revenus à venir engendrés par de grands projets mobilisateurs, comme le font les banques privées, mais à la différence de ces dernières, il s'agirait d'émettre cette monnaie sans intérêt. Il pourrait s'agir d'une Banque Européenne, structure permanente capable de mobiliser les crédits nouveaux émis sur ordre du Trésor dans le but de maximaliser l'investissement productif. Cette structure pourrait avoir deux rôles: l'un de financement général de l'économie de pays aidés (plan Marshall extérieur), les commandes de biens devant évidemment s'effectuer auprès des entreprises européennes, l'autre de financement des grands travaux et services publics européen (plan Marshall intérieur) en évitant au maximum les importations.

Bien, me direz-vous, mais l'inflation dans tout cela ? ... si vous créez de nouveaux Euros, ils viendront augmenter la masse monétaire globale!. En fait il n'en est rien si, corrélativement, la possibilité de création de monnaie de crédit par les banques privées est réduite par la Banque Centrale, remplaçant la monnaie de crédit temporaire par de la monnaie permanente.

Il serait indispensable de tenir particulièrement compte des conséquences écologiques, c'est à dire de favoriser les achats d'équipements non-polluants fabriqués en Europe, ainsi que les créations locales écologiques. Un tel programme devrait particulièrement mettre l'accent sur le financement :

- de la production industrielle d'équipements de production d'énergie locale non polluante (éoliennes, capteurs solaires, pompes solaires, etc)....,
- des infrastructures (électricité, téléphone, ferroviaire, voies navigables, etc.),
- de l'équipement de la population (habitat écologique, chauffages solaires, etc.),
- du développement de l'agriculture et de l'élevage (animaux de ferme et de trait, irrigation, etc)
- de l'équipement à la production locale de biens et services de première utilité, « de niveau de vie » (éducation, santé, eau potable, etc).

Compte tenu que dans cette proposition il s'agit de monnaie circulant sans intérêt, les coûts de fabrication devraient très nettement tirer les prix de vente vers le bas.

En effet l'étude qui a été faite en Allemagne (qui est évidemment valable pour tous les pays occidentaux), par Margrit KENNEDY (« Libérer l'argent de l'inflation et des taux d'intérêts » - Ed Vivez Soleil – 1996), montre qu'il n'y a pas que ceux qui empruntent de l'argent qui payent des intérêts, car, contrairement à ce que l'on pourrait croire, nous en payons tous, sans même nous en rendre compte. Dès que nous achetons un bien ou un service, nous payons toujours une part d'intérêts incluse dans le prix et cette part est fonction des investissements qui ont été nécessaires pour la production considérée. Pour des services de main d'œuvre cette part est voisine de 10%, mais elle peut atteindre 80% des prix hors taxes si la production nécessite beaucoup de capital et peu de main d'œuvre. En moyenne, la moitié de nos prix représente le coût du capital, et l'autre moitié les salaires distribués. C'est dire que de l'argent sans intérêt permettrait quasiment de doubler le niveau de vie de chacun, ou de travailler deux fois moins.

En conclusion: si un gouvernement peut émettre des « bons du Trésor » ou des obligations d'Etat, il peut émettre des crédits sans intérêt. Les deux sont des promesses de payer, mais l'un plombe les prix, et l'autre aiderait les populations. C'est une situation terrible lorsque le gouvernement, pour augmenter la richesse nationale, doit s'endetter et se soumettre à payer des intérêts ruineux à des structures privées qui contrôlent la valeur fictive de la monnaie. Dans un système où la monnaie est créée par le système bancaire privé, avec intérêt, chaque fois que nous voulons augmenter la richesse nationale d'un pays, nous sommes forcés d'accepter une augmentation de sa dette.

Un Plan Marshall Européen à destination des PVD et de l'Europe elle-même "est possible" et cela ne nous appauvrirait en rien, au contraire puisqu'il permettrait de développer une production écologiquement orientée en créant des emplois. C'est maintenant aux techniciens de la monnaie et aux économistes de proposer un "schéma pratique". Mais il est évident qu'il ne sert à rien d'un côté d'aider ces pays pauvres par une action telle que celle ci tout en les étranglant d'un autre en leur réclamant une dette et les intérêts qu'ils ne peuvent payer sans des sacrifices que nous n'oserions surement pas demander à nos propres populations.

A-J Holbecq

Septembre 2001– Avec l'autorisation d'Ignacio Ramonet (transcription de article du "Monde Diplomatique" de juin 1997).

ajholbecq@alicemail.fr